



19.051

**Überbrückungsleistung
für ältere Arbeitslose.
Bundesgesetz**

**Prestation transitoire
pour les chômeurs âgés.
Loi fédérale**

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.03.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.03.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.03.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.06.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.06.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**Bundesgesetz über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose
Loi fédérale sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés**

Art. 5

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

Abs. 1

Die jährliche Überbrückungsleistung nach Artikel 2a Absatz 1 Buchstabe a entspricht dem Betrag, um den die anerkannten Ausgaben die anrechenbaren Einnahmen übersteigen.

AB 2020 N 897 / BO 2020 N 897

Abs. 1bis

Die Überbrückungsleistungen nach Artikel 2a Absatz 1 Buchstaben a und b betragen gesamthaft höchstens:

- a. bei alleinstehenden Personen: das 2,25-Fache des allgemeinen Lebensbedarfs gemäss Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer 1;
- b. bei Ehepaaren und Personen mit minderjährigen oder noch in Ausbildung stehenden Kindern unter 25 Jahren: das 2,25-Fache des allgemeinen Lebensbedarfs gemäss Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer 2.

Minderheit

(Kuprecht, de Courten, Bircher, Germann, Häberli-Koller, Hegglin Peter, Herzog Verena, Schläpfer)

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

(= Die Vorlage abschreiben)

Art. 5

Proposition de la Conférence de conciliation

Majorité

Al. 1

Le montant de la prestation transitoire annuelle visée à l'article 2a alinéa 1 lettre a correspond à la part des





dépenses reconnues qui excède les revenus déterminants.

Al. 1bis

Les prestations transitoires visées à l'article 2a alinéa 1 lettres a et b se montent au total au plus à:

- a. 2,25 fois le montant destiné à la couverture des besoins vitaux au sens de l'article 7 alinéa 1 lettre a chiffre 1 pour les personnes seules;
- b. 2,25 fois le montant destiné à la couverture des besoins vitaux au sens de l'article 7 alinéa 1 lettre a chiffre 2 pour les couples et les personnes qui ont des enfants mineurs ou des enfants de moins de 25 ans encore en formation.

Minorité

(Kuprecht, de Courten, Bircher, Germann, Häberli-Koller, Hegglin Peter, Herzog Verena, Schläpfer)

Rejeter la proposition de la Conférence de conciliation

(= Classer le projet)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je vous informe que le Conseil des Etats a adopté la proposition de la Conférence de conciliation par 27 voix contre 16 et 2 abstentions.

de Courten Thomas (V, BL): Es ist für mich ein bisschen so, als ob ich gegen eine Wand reden würde. Sie wissen, dass wir gegen diese Vorlage sind. Es ist mein letzter Versuch, Sie davon zu überzeugen, dass wir hier eine Vorlage verabschieden, die in der Zukunft wahrscheinlich verheerende Folgen haben wird.

Sie schicken sich an, mit der Überbrückungsrente ein neues Sozialwerk zu errichten, und das in einer Zeit, in der sämtliche anderen Sozialwerke, die wir bereits haben – AHV, IV, EO, ALV usw. –, in grossen finanziellen Schwierigkeiten stecken oder stecken werden. Dies wollen Sie in einer Zeit beschliessen, in der wir nach der Corona-Bewältigung einen immensen Schuldenberg aufgetürmt haben, den wir früher oder später abzutragen gedenken, in einer Zeit, in der sich die Ausgangslage für diese Überbrückungsrente grundlegend verändert hat, weil sich die wirtschaftliche Situation ins Gegenteil entwickelt hat. All das machen Sie eigentlich nur, um ein Gegenargument gegen die Begrenzungs-Initiative der SVP zu haben; es ist also eine Massnahme in einem Abstimmungskampf, der auch unter anderen Vorzeichen steht.

In diesem Sinne bitte ich Sie nochmals, diese Vorlage heute nicht zu verabschieden und der Minderheit Kuprecht/de Courten zu folgen.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le groupe UDC renonce à prendre la parole.

Maillard Pierre-Yves (S, VD): Nous pouvons aujourd'hui saluer le Conseil des Etats, qui s'est rallié de manière assez claire à la décision de notre conseil. La prestation transitoire est donc certes plafonnée, mais elle sera mieux coordonnée avec la rente AVS anticipée. C'est ce que le Conseil des Etats souhaitait. Le projet offre donc, à la fin de nos travaux, un niveau de prestation qui ne sera certainement pas luxueux, mais qui permettra de vivre dans la dignité et de garder la fortune accumulée durant une vie de travail. En outre, la franchise sur le revenu est favorable et permettra d'améliorer la situation de celles et ceux qui trouveront quand même un peu de travail après 60 ans.

Nous aurions aimé que l'accès soit plus flexible, mais la solution proposée donne une incitation claire aux offices régionaux de placement de tout faire pour trouver du travail et pour le plus long temps possible à toutes celles et à tous ceux qui ont dépassé l'âge de 50 ans. La Confédération apporte dans ce domaine, et ce n'est pas si fréquent, une vraie contribution à la lutte contre l'exclusion du marché du travail et la pauvreté.

J'aimerais insister ici, au nom du groupe socialiste, sur le fait que ce projet, contrairement à ce que disent ses opposants, ne contient rien qui encouragerait à licencier des travailleurs âgés. Dans le canton de Vaud, nous avons une situation de ce type. J'aimerais donner des chiffres, c'est plus parlant que des théories: en 2010, avant l'introduction de la rente-pont vaudoise, il y avait 988 chômeurs de plus de 60 ans; en 2019, huit ans après sa création, il n'y en a plus que 871, donc 100 chômeurs de moins, soit 10 pour cent de chômage des seniors en moins après la création de la rente-pont. Une expérience réelle, grandeur nature, montre donc qu'il n'y a aucun effet qui pousse les employeurs à licencier. Et celles et ceux qui le pensent – c'est d'ailleurs étonnant de les trouver plutôt du côté de l'UDC – ont une bien piètre considération des employeurs, qui seraient ainsi tentés de licencier massivement juste parce qu'une meilleure prestation existe après deux ans de chômage. Ce raisonnement ne tient pas.

A la fin, la question est simple: que dit notre pays à celles et ceux qui ont travaillé 40 ans, 45 ans, et qui ne trouvent plus de travail, même après deux ans de chômage et deux ans d'efforts pour y arriver? Que leur disons-nous? Leur disons-nous que, pour eux, il y a l'assistance publique? Est-ce la réponse que nous



voulons leur donner? Ou, à l'instar des partenaires sociaux – toutes les grandes organisations économiques, les syndicats, les organisations patronales – et de la plupart des forces politiques, leur disons-nous que leur parcours mérite une reconnaissance et le respect? C'est cette reconnaissance du travail qui fait la force des pays, qui fait la force de notre pays.

Je vous remercie pour votre soutien à la proposition de la Conférence de conciliation.

Rösti Albert (V, BE): Geschätzter Herr Kollege Maillard, wie kommen Sie darauf, hier so bestimmt zu sagen, dass dieses Gesetz keinen Anreiz für zusätzliche Entlassungen älterer Arbeitnehmer bietet? Sie haben es mit Ihrem Kanton begründet. Als Regierungsrat haben Sie natürlich beste Kenntnisse. Müssten Sie aber nicht ehrlicherwise sagen, dass man es heute einfach nicht weiss? Die Situation ist ja völlig unterschiedlich, mit 150 000 Arbeitslosen und insbesondere so vielen Leuten in der Kurzarbeit. Die Unternehmen müssen bald entscheiden, ob sie Leute entlassen müssen oder diese weiterbeschäftigen können. Wenn diese Rente umgesetzt wird, fällt es doch einfach leichter, ältere Leute zu entlassen. – Sie müssen nichts dazu sagen. Heute weiss man das nicht. Das muss man ehrlicherwise zugeben.

Maillard Pierre-Yves (S, VD): L'avenir est toujours difficile à prévoir, mais on peut au moins observer le passé, Monsieur Rösti. Pour une fois, nous faisons une loi qui a été testée dans un grand canton. Et ce grand canton, j'insiste, n'est pas si différent des autres cantons suisses. Les Vaudois ne sont pas différents des Argoviens ou des Zurichois, contrairement à ce que l'on veut faire croire. Les entreprises vaudoises ne sont ni meilleures ni pires que les autres. En huit ans d'expérience, on constate que le chômage des seniors a baissé après l'introduction de cette prestation. Nous n'avons, pour une fois, pas besoin d'échanger des théories et des

AB 2020 N 898 / BO 2020 N 898

arguments idéologiques. On peut constater des faits, cela devrait vous convaincre.

Enfin, je ne peux pas m'imaginer un employeur qui se dirait: "Comme M. Bolomey, ou M. Müller, qui a 58 ans, aura peut-être une meilleure prestation que l'aide sociale après deux ans de chômage, je vais le licencier", alors que ce même employeur n'aurait pas licencié sans cette prestation. Un tel raisonnement ne correspond pas à la réalité des entreprises et des rapports sociaux dans ce pays.

Je vous invite à soutenir cette prestation, qui a été développée dans le sens du partenariat social.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le groupe vert'libéral renonce à prendre la parole.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Wir Grünen haben es seit Beginn gesagt: Für uns sind diese Überbrückungsleistungen eine sinnvolle Ergänzung der Sozialversicherungen. Bereits vor dieser Diskussion und nicht im Zusammenhang mit der Kündigungs-Initiative wissen wir seit Jahren, dass es für ältere Arbeitnehmende, und das "älter" beginnt leider bereits bei 50 und spätestens bei 55, wenn sie entlassen werden, sehr schwierig ist, wieder im Erwerbsleben Fuss zu fassen. Je weniger qualifiziert man ist, desto schwieriger ist es, aber auch die Qualifizierten haben grosse Schwierigkeiten. Wenn man ein Leben lang gearbeitet hat, im höheren Alter entlassen wird, über zwei Jahre Hunderte von Bewerbungen geschrieben hat und dann trotzdem ausgesteuert wird und Sozialhilfe beantragen muss, ist das unwürdig. Wenn die Leute vorher noch die Pensionskasse geplündert haben und am Schluss sicher in den Ergänzungsleistungen landen, geht das nicht, ist das inakzeptabel.

Die Corona-Krise hat leider gezeigt, dass die Erwerbslosenzahlen trotz Kurzarbeitszeitmöglichkeiten in die Höhe geschossen sind, speziell auch bei den älteren Arbeitnehmenden. Während der Monate März und April ist die Zahl der Entlassungen von Über-55-Jährigen – hören Sie gut hin! – um 50 Prozent gestiegen. Natürlich, auch von der Seite der Grünen her ist es klar, dass wir uns engagieren, dass möglichst viele Menschen, solange sie das wollen, im Erwerb bleiben können, gerade auch die Älteren, weil sie auch die nötige Erfahrung mitbringen. Natürlich ist jede Corona-Entlassung eine zu viel, speziell wenn sie die langjährigen älteren Arbeitnehmenden trifft. Da wären und sind die Arbeitgebenden gefordert. Bloss ist das eine schöne Aussage, die den Arbeitslosen ziemlich wenig nützt. Das ist ein schöner Appell. Ich hoffe, der Appell wird auch in der Wirtschaftswelt gehört. Aber jenen, die ausgesteuert sind, hilft das wie gesagt wenig. Natürlich wollen sie arbeiten, und deshalb ist es ja auch so klar: Sie sind unschuldig arbeitslos, sie nähmen noch so gern eine Arbeit an, aber sie ist nicht da. Diese Menschen haben es verdient, eine würdige Existenz zu haben.

Wir Grünen hätten uns gewünscht, entsprechend den Studien, dass die Massnahme bereits bei den 57-Jährigen begonnen hätte. Wenigstens haben wir uns auf 60 Jahre geeinigt. Sehr schön ist auch, dass die Care-Arbeit akzeptiert wird; vor allem betrifft dies ja die Frauen. Erziehungsarbeit, Betreuungsarbeit wird mitberücksichtigt. Für uns ein Wermutstropfen ist, dass die Krankheits- oder Heilungskosten nicht berücksichtigt wurden.



Aber immerhin, das ist das Schöne, einigen wir uns mit dem Ständerat, so hoffe ich jetzt auch da, auf diese Limite des 2,25-Fachen der Lebenshaltungskosten.

Wir Grünen werden deshalb überzeugt Ja sagen und empfinden die Überbrückungsleistung als eine wichtige Ergänzung der Sozialversicherungen.

Sauter Regine (RL, ZH): Sie wissen es, die FDP-Liberale Fraktion hat diesem neuen Gesetz zu Beginn der Beratung eine gewisse Skepsis entgegengebracht. Für uns ist klar, dass alles darangesetzt werden muss, dass auch ältere Menschen einen Platz im Arbeitsmarkt haben. Die Leute wollen arbeiten. Arbeit ist mehr als nur Erwerb, Arbeit ist Sinngabe, ist eine Struktur, ist soziale Kontakte. Aus diesem Grund ist es für uns unerlässlich, dass alles dafür getan wird, dass die Leute in den Arbeitsmarkt integriert werden können, und zwar auch ältere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer.

Für uns ist auch klar, dass die Überbrückungsleistungen, wie wir sie heute beschliessen, eine Ultima Ratio sind, nämlich eben dann, wenn eine solche Integration in den Arbeitsmarkt nicht mehr gelingt oder gescheitert ist.

Im Rahmen der parlamentarischen Beratung wurden nun erhebliche Verbesserungen am Entwurf des Bundesrates vorgenommen, und aus diesem Grund kann unsere Fraktion nun dem Resultat der Einigungskonferenz zustimmen. Zum einen ist die Gruppe der Berechtigten klar definiert. Das Parlament ist nicht der Versuchung erlegen, diese Gruppe noch auszuweiten. Nach wie vor ist es so, dass nur Personen ab 60 Jahren, die ausgesteuert sind, Anspruch auf diese Leistung haben sollen. Zum andern wurde ein Plafond definiert, das heisst, die Beträge sind klar begrenzt; dies auch in Analogie beispielsweise zu den Ergänzungsleistungen. Zudem sind die Leistungen bedarfsgerecht. Es geht klar um eine Existenzsicherung, das muss man betonen, es ist nichts Üppiges, was wir hier beschliessen, es geht um die Existenzsicherung für Personen, die ausgesteuert sind und kein eigenes Einkommen mehr haben. Es ist auch deshalb nichts Üppiges, weil die Vermögensgrenzen, die festgelegt wurden, sehr tief sind. Zuerst muss das eigene Vermögen aufgebraucht werden, bevor Anspruch auf diese Leistungen besteht.

Wir sind der Meinung, dass es nun mit den so definierten Leistungen gerechtfertigt ist, einer klar bezeichneten Gruppe von Personen die Existenz zu sichern, und dass der Bund diese Leistung trägt. Es ist auch zu betonen: Es werden nicht die Arbeitgeber und Arbeitnehmer mit Lohnabzügen belastet, sondern es wird aus Bundesmitteln finanziert. Normalerweise ist die Existenzsicherung Sache der Gemeinden. Wir haben hier also eine Leistung, die die Gemeinden entlastet. Auch aus diesem Grund können wir dieser Vorlage zustimmen.

Alles in allem sind wir der Meinung, dass die Vorlage erhebliche Verbesserungen erfahren hat und dass es um die Existenzsicherung geht. Deshalb werden wir dem Antrag der Einigungskonferenz zustimmen.

Berset Alain, conseiller fédéral: Lorsque le Conseil fédéral a lancé le projet, il y a un peu plus d'une année maintenant, il l'a fait pour tenir un engagement: l'engagement pris, depuis des années d'ailleurs, de renforcer la main-d'oeuvre indigène et de couvrir les situations difficiles qui peuvent exister. Je vous le dis pour vous rappeler que ce projet n'est qu'une partie d'un projet plus large, comprenant sept mesures. Ce projet est l'une de ces sept mesures, les six autres étant déjà en vigueur ou appliquées, celle-ci étant la seule qui nécessite une base légale.

Le sens et l'honneur de la politique, c'est que lorsqu'un problème a été identifié dans la société, nous devons tout faire pour y apporter une réponse qui soit adéquate. Dans ce domaine, le problème est clair, il est connu, il est reconnu, il n'est d'ailleurs contesté par personne.

Le problème est le suivant: que disons-nous à celles et à ceux qui ont travaillé toute leur vie, qui ont contribué au bien-être de notre société, de notre économie et des entreprises, qui se sont engagés et qui, par un coup du sort, se retrouvent, à l'âge de 60 ans, sans travail, après avoir pendant deux ans cherché avec acharnement du travail? Que leur disons-nous? Est-ce que nous leur disons: "Merci pour ce que vous avez fait, maintenant débrouillez-vous"? Ou est-ce que nous leur disons: "Merci pour ce que vous avez fait, vous avez donné beaucoup, vous vous êtes beaucoup engagés, vous êtes dans une situation difficile, nous avons une solution qui convient aussi à votre situation"? C'est la question qui est posée aujourd'hui.

Le Conseil fédéral a suivi avec beaucoup d'intérêt vos travaux; les deux conseils se sont engagés très fort pour trouver un compromis. Cette solution, vous le savez, n'est plus exactement celle que souhaitait le Conseil fédéral, mais la réponse que vous apportez est une réponse à la question et aux problèmes posés.

AB 2020 N 899 / BO 2020 N 899

Dans ce sens, j'aimerais vous inviter, au nom du Conseil fédéral, à soutenir la proposition de la Conférence de conciliation.



J'aimerais encore apporter une information sur les chiffres. Cette proposition, selon notre estimation, a un coût global qui reste évalué aujourd'hui à 150 millions de francs. Le cercle des bénéficiaires, en l'état actuel, reste fixé à environ 3400 personnes. Avec la solution de la Conférence de conciliation, seuls 3 pour cent des cas verraient leurs besoins vitaux non couverts, ce qui nous semble acceptable dans cette situation. Cela signifie que pour 97 pour cent des cas concernés, les besoins vitaux seraient ainsi couverts.

J'aimerais donc vous inviter, au nom du Conseil fédéral, à soutenir la proposition de la Conférence de conciliation.

Meyer Mattea (S, ZH), für die Kommission: Zu Beginn lag ein Vorschlag auf dem Tisch, den die Sozialpartner – also die Gewerkschaften, der Arbeitgeberverband, der Gewerbeverband – gemeinsam ausgearbeitet hatten, dies auf Anregung des Bundesrates und mit dem Ziel, die Situation von älteren arbeitslosen Menschen zu verbessern, also von denjenigen Menschen, die ein Leben lang gearbeitet haben, kurz vor ihrer Rente ihren Job verloren haben und trotz Bemühungen, wieder in den Arbeitsprozess zu kommen, keine neue Stelle gefunden haben. Es ging also darum, die Situation für diese Menschen zu verbessern und sie auch vor der Altersarmut zu schützen. Die vorliegende Vorlage, das vorliegende Bundesgesetz bringt Lösungen für die Personen, die nach 60 ausgesteuert wurden und auf kein grosses Vermögen zurückgreifen können. Das ist bei einer Einzelperson 50 000 Franken und bei einem verheirateten Paar 100 000 Franken.

Mit der Überbrückungsleistung, die sich an den Ergänzungsleistungen orientiert, finden wir eine Lösung, die die Existenz dieser Menschen sichern kann. Der vorliegende Entwurf folgt im Grundsatz dem Vorschlag der Sozialpartner, mit aber doch auch erheblichen Änderungen. Sie mögen sich erinnern: Zu Beginn lagen die Vorlagen des Ständerates und des Nationalrates doch auch in wesentlichen Punkten auseinander, sei dies in der Höhe der Leistungen, sei dies aber auch in der Frage, ab welchem Zeitpunkt jemand ausgesteuert sein muss, um ab dem 60. Altersjahr auf diese Überbrückungsleistung Anspruch zu haben.

Die Räte haben sich im Rahmen der Differenzbereinigung gefunden. Nachdem wir als Nationalrat dem Ständerat in der Frage, ob die Krankheits- und Behinderungskosten in den Plafond integriert werden, gefolgt sind, verblieb für die Einigungskonferenz noch eine Differenz.

Diese Differenz betrifft die Plafondhöhe. Wir als Nationalrat wollten einen 2,25-fachen Plafond für Einzelpersonen; wir wollten, dass der Plafond beim 2,25-Fachen des Existenzbedarfs bzw. des allgemein anerkannten Grundbedarfs liegt. Der Ständerat wollte ursprünglich nur das Zweifache.

In der Summe der Kosten spielte diese Differenz nie eine grosse Rolle. Es sind geschätzt 1,6 Millionen Franken. Für die Betroffenen selber kann es aber doch einen wesentlichen Unterschied ausmachen. Mit der Lösung gemäss Beschluss des Ständerates könnten 16 Prozent ihren Lebensbedarf nicht decken, mit unserem Beschluss wären es noch 3 Prozent.

Die Einigungskonferenz ist dann mit 18 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen dem Beschluss des Nationalrates gefolgt und hat den 2,25-fachen Plafond beschlossen. Das bedeutet für eine Einzelperson knapp 44 000 Franken pro Jahr und für Personen in Mehrpersonenhaushalten knapp 66 000 Franken. Die Kosten dieser Vorlage werden bei rund 3400 Bezügerinnen und Bezüglern auf 150 Millionen Franken geschätzt.

Der Ständerat hat gestern diesem Antrag mit 27 zu 16 Stimmen bei 2 Enthaltungen zugestimmt. Im Namen der Einigungskonferenz beantrage ich Ihnen, ebenfalls diesem Antrag zuzustimmen.

Estermann Yvette (V, LU): Geschätzte Frau Kommissionssprecherin, was sagen Sie zu der Aussage, dass dieses Problem, dass ältere Arbeitnehmende trotz aller Bemühungen keine Arbeit finden, genauso alt ist wie die Personenfreizügigkeit mit der EU?

Meyer Mattea (S, ZH), für die Kommission: Selbstverständlich haben wir auch diese Frage in der Kommission besprochen. Es ist einfach unbestritten: Eine grosse Mehrheit sieht Handlungsbedarf für Menschen über 60, die trotz Arbeitsbemühungen keine Stelle finden. Ich glaube, es ist unsere Aufgabe als Parlament, für diese Menschen eine Lösung zu finden, die mit dieser Vorlage vorliegt.

Nantermod Philippe (RL, VS), pour la commission: Le 3 juin dernier, la Conférence de conciliation s'est réunie pour trouver enfin une voie médiane entre la solution du Conseil national et celle du Conseil des Etats dans ce projet dont le traitement dure un peu plus qu'attendu au départ, puisque c'est le coronavirus qui nous pousse à le terminer aujourd'hui alors qu'il aurait dû être bouclé au mois de mars déjà.

Une fois n'est pas coutume, c'est la solution du Conseil national qui a été soutenue par une large majorité de la Conférence de conciliation, soit par 18 voix contre 8. Il s'agit donc de fixer un plafond à 2,25 fois le montant de base des prestations complémentaires pour les personnes seules. Cette solution coûte 1,6 million de francs de plus que la solution qui était préconisée par le Conseil des Etats, soit un total de 150 millions de francs



environ.

Hier, le Conseil des Etats a approuvé cette solution par 27 voix contre 16 et 2 abstentions. Naturellement, nous vous invitons à en faire de même.

La prestation transitoire, c'est la fin d'une longue discussion, de longs débats que nous avons eus dans la presse et au sein de notre assemblée. Nous savons que le chômage touche en Suisse les plus âgés. Il les touche en général moins que les plus jeunes, mais lorsqu'il les touche, il les touche plus durement. Le chômage est plus long et il aboutit plus fréquemment à des situations de fin de droits, à des situations très difficiles pour des personnes qui perdent leur emploi au-delà de 57 ans et qui doivent ensuite recourir à l'aide sociale jusqu'à la retraite.

C'est une inquiétude qui touche non seulement les premiers concernés, les personnes qui ont perdu leur emploi à cette période-là, mais aussi les personnes qui ont cet âge-là et qui peuvent être inquiètes à l'idée de se retrouver dans cette situation.

Notre solution, la solution préconisée par le Conseil fédéral et par la majorité de la Conférence de conciliation et adoptée par le Conseil des Etats, est une réponse ciblée à ce problème. C'est l'inverse de la fameuse technique de l'arrosage que nous combattons en général. Elle vise 3400 personnes en Suisse pour 150 millions de francs. C'est une petite assurance sociale, mais qui répond à un problème concret.

C'est aussi la réponse à une initiative populaire sur laquelle nous nous exprimerons au mois de septembre prochain, qui veut la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes et dont les arguments principaux visent naturellement la situation précaire de certains travailleurs âgés. Plutôt que mettre à terre notre système économique, nous proposons de trouver une solution pour les personnes en première ligne, les personnes qui sont concernées par cette précarité.

La Suisse s'est toujours distinguée, sur le plan international, en construisant un système social basé sur des réponses concrètes et réfléchies, des réponses qui ne tiennent pas du slogan. C'est ce que nous proposons ici, avec une mesure qui ne coûte pas très cher mais qui, pour les personnes qui en bénéficieront, changera considérablement leur vie jusqu'à la retraite.

Pour cette raison, je vous invite à soutenir largement cette proposition qui marquera l'histoire.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.051/20609)

Für den Antrag der Mehrheit ... 131 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 57 Stimmen

(4 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): L'objet est ainsi prêt pour le vote final.

AB 2020 N 900 / BO 2020 N 900